

# NEWSLETTER

Sophie PANTEL, Députée de la Lozère - Serge Gayssot, suppléant

## N°12

Pour rappel, si vous ne souhaitez plus recevoir la newsletter, vous pouvez vous [désinscrire en cliquant sur ce lien](#).

### Édito

Chères Lozériennes, chers Lozériens,

Le premier tour des élections municipales vient de se tenir, marquant une étape importante de notre vie démocratique locale.

Je souhaite adresser mes sincères félicitations à toutes celles et ceux qui ont été élus dès ce premier tour. Leur engagement au service de leur commune mérite d'être salué. Être élu local, en Lozère, c'est faire le choix d'un engagement exigeant, au plus près des habitants, pour faire vivre nos territoires et répondre aux besoins du quotidien.

Je veux également saluer l'ensemble des candidates et candidats qui se sont présentés. Par leur implication, ils contribuent à faire vivre la démocratie locale, essentielle à l'équilibre et à la vitalité de nos communes.

Dans notre département rural, les élus municipaux jouent un rôle fondamental. Ils sont les acteurs de proximité, les artisans du lien social, et les garants du dynamisme de nos villages et de nos villes. Leur action est déterminante pour maintenir des services publics, soutenir la vie associative et accompagner les projets qui font vivre la Lozère.

À l'heure où nous nous dirigeons vers le second tour, j'invite chacune et chacun à se mobiliser. Le vote est un droit précieux, mais aussi une responsabilité collective. Il permet de choisir celles et ceux qui porteront les projets pour nos communes dans les années à venir.

Continuons à faire vivre, ensemble, une démocratie locale forte, au service de tous.

Bien à vous,  
Sophie Pantel

## Acte III de la loi Montagne : faire vivre et protéger les territoires de montagne

Les territoires de montagne sont aujourd'hui confrontés à des mutations profondes : réchauffement climatique accéléré, accès plus difficile aux services publics, pression touristique croissante et fragilisation de certaines activités économiques.

Dans ce contexte, plusieurs parlementaires, en collaboration avec l'ANEM, vont prochainement déposer une proposition de loi visant à engager un « **Acte III** » de la loi Montagne, après la loi fondatrice de 1985 et la modernisation intervenue en 2016. L'objectif affiché est clair : **adapter les politiques publiques aux réalités spécifiques des territoires de montagne et renforcer leur rôle stratégique pour l'avenir du pays.**

Ces territoires, qui concernent **près de 7 millions d'habitants**, jouent en effet un rôle essentiel pour notre pays :

- réserve majeure d'eau potable,
- pilier de notre souveraineté agricole et forestière,
- espaces de biodiversité et de prévention des risques naturels,
- moteurs d'activités économiques et touristiques.

Face à ces enjeux, la proposition de loi comporte plusieurs mesures importantes.

### Mieux garantir l'accès aux services essentiels

Le texte propose notamment d'adapter certaines politiques publiques aux contraintes de la montagne. Il prévoit par exemple :

- une **prise en compte spécifique des territoires de montagne dans la carte scolaire**, afin d'éviter des fermetures de classes qui imposeraient des temps de transport excessifs aux enfants ;
- l'instauration d'un **temps maximal d'accès aux soins**, afin de réduire les inégalités territoriales et garantir un accès effectif aux services d'urgence, à la médecine générale ou aux maternités ;
- une **meilleure représentation des territoires de montagne dans les instances de gouvernance**, notamment au sein des agences régionales de santé.

Ces mesures visent à répondre à une réalité simple : **l'isolement géographique et les conditions climatiques imposent des politiques publiques adaptées.**

### Soutenir les activités économiques et agricoles de montagne

La proposition de loi cherche également à renforcer le rôle économique des territoires de montagne.

Plusieurs dispositions visent à :

- soutenir l'**agriculture de montagne**, essentielle pour l'entretien des paysages et la souveraineté alimentaire ;
- préserver et valoriser la **filère bois de montagne** ;
- maintenir des **outils de transformation agricoles de proximité**, indispensables à la viabilité des exploitations ;
- favoriser la valorisation des **produits issus des territoires de montagne**.

L'objectif est de **consolider les filières locales non délocalisables** et de renforcer l'économie des massifs.

### **Préserver les ressources naturelles et l'équilibre des territoires**

Plusieurs dispositions concernent également la gestion de l'eau, la prévention des risques naturels et l'aménagement du territoire. Le texte prévoit notamment :

- un développement raisonné des **retenues d'eau pour sécuriser les usages agricoles et la sécurité civile**,
- un **renforcement de la solidarité entre territoires amont et aval** pour financer la prévention des inondations,
- des mesures facilitant l'accès aux **sports et activités de nature**, notamment la randonnée.

Ces sujets sont essentiels pour l'équilibre des massifs, mais ils nécessitent **une concertation approfondie avec les acteurs locaux et les territoires concernés**.

Bien que certaines dispositions du texte doivent encore être **clarifiées ou améliorées** au cours du débat parlementaire, notamment sur des questions juridiques ou d'équilibre territorial, comme pour l'urbanisme ou la gestion de la ressource en eau, plusieurs pistes intéressantes sont avancées dans cette proposition de loi que j'ai décidé de cosigner et de soutenir.

Dans cette perspective, nous restons pleinement à **l'écoute des acteurs locaux et des habitants** : vos propositions, retours d'expérience et suggestions seront précieux pour enrichir ce travail législatif, donc n'hésitez pas à nous en faire part.


L'Acte III de la loi Montagne permettra d'aller plus loin pour répondre pleinement aux défis auxquels sont confrontés les territoires de montagne.


[Lire la PPL](#)

[Voir les objectifs](#)

---

## **Dossiers d'actualité**

 **Hydroélectricité : un atout pour nos montagnes et notre transition**

 **Pastoralisme : un levier pour nos territoires et la transition écologique**

## énergétique

Je me réjouis de l'**adoption en première lecture de la loi qui relance les investissements**

**dans l'hydroélectricité**, un pilier de notre souveraineté énergétique et de la production renouvelable.

Cette loi est essentielle pour relancer les investissements d'EDF et nos barrages de Villefort et Rajounal sont directement concernés par cette avancée.

Cette filière est vitale pour nos montagnes car elle produit de l'électricité décarbonée, régule l'eau, prévient les risques et soutient l'économie locale.

**Cette loi sécurise juridiquement nos installations, modernise les ouvrages, développe les STEP et garantit un équilibre entre intérêt général, développement local et respect de l'environnement.**

Pour en savoir plus

## PPE 3 : cap sur l'indépendance énergétique

Le **Gouvernement a publié la troisième Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 3)**, définissant la trajectoire énergétique de la France pour 2026-2035. Objectifs : **développer le nucléaire et les renouvelables, accélérer l'électrification des usages**, et réduire la dépendance aux énergies fossiles importées.

Nous soulignons que la relance du soutien aux **énergies renouvelables** ne doit pas faire oublier d'autres enjeux :

- **accélérer la décarbonation** sans pénaliser une technologie plutôt qu'une autre
- **électrifier nos industries, nos véhicules et nos modes de chauffage**, en simplifiant les règles
- **lancer un nouveau programme nucléaire**, garantissant stabilité,

J'ai lancé une **proposition de résolution européenne (PPRE) pour faire reconnaître le pastoralisme comme une activité économique essentielle des territoires ruraux et de montagne, et comme un levier majeur de la transition écologique au sein de la PAC et des politiques européennes de développement durable.**

Le pastoralisme façonne nos paysages depuis des siècles, soutient l'économie locale, préserve la biodiversité, stocke du carbone, ouvre les milieux et contribue à la prévention des incendies. Il participe aussi à notre souveraineté alimentaire en valorisant les ressources locales.

Ma PPRE demande notamment :

- le **maintien d'un budget ambitieux pour la PAC et des aides adaptées à l'élevage extensif**,
- le **soutien aux surfaces pastorales, aux races locales rustiques et aux outils collectifs**,
- la **rémunération des services écosystémiques** rendus par le pastoralisme,
- un **accompagnement renforcé à l'installation, à la transmission et à la formation.**

Défendre le pastoralisme, c'est défendre nos paysages, notre biodiversité, l'économie circulaire de nos territoires et l'avenir des montagnes et campagnes européennes.

Lire ma PPRE

## Budget 2026 : ce qu'il en est pour les collectivités, saisie du Conseil constitutionnel

J'avais participé, avec mes collègues députés socialistes, à la **saisine du Conseil constitutionnel** pour contester certaines mesures du projet de loi de

souveraineté énergétique et compétitivité tout en laissant les renouvelables progresser dans le mix.

La PPE3 fixe ainsi une ambition claire : **60% d'énergies décarbonées dans la consommation finale d'ici 2030**, mais nous regrettons que cette feuille de route ait été publiée **sans débat parlementaire approfondi**, alors qu'elle engage notre pays pour une décennie.

### **Retraite des sapeurs-pompiers volontaires : un décret clarifie vos trimestres**

J'ai suivi de près la **publication du décret concernant le calcul des trimestres de retraite pour les sapeurs-pompiers volontaires (SPV)**. Ce texte précise les modalités de prise en compte de votre engagement dans le service, afin de sécuriser vos droits et garantir une meilleure lisibilité de votre carrière.

Je sais combien votre investissement quotidien dans la protection des personnes et des biens est précieux, et ce décret vient reconnaître concrètement votre engagement en termes de retraite.

[Lire le décret](#)

### **Présentation de l'Agenda 2030 contre le gaspillage alimentaire**

finances qui pèsent lourdement sur nos collectivités.

Le Conseil a **validé la quasi-totalité du budget 2026**, y compris le **dispositif de lissage des recettes (Dilico)**, que nous contestons au nom du principe d'égalité entre communes. Il a toutefois **repoussé certaines dispositions jugées « cavaliers budgétaires »**, comme la ratification de l'ordonnance généralisant le compte financier unique (CFU).

Notre mobilisation a permis de diminuer l'effort budgétaire imposé aux collectivités locales en **passant de 8 à 6 milliards d'euros**.

Malgré cette validation, **les collectivités restent fortement impactées**, avec environ **2 milliards d'euros de ponctions** cette année, touchant particulièrement les **régions, départements et intercommunalités**.

Nous continuerons à **suivre l'application de ce budget et à défendre l'équité et la solidarité entre toutes les collectivités**, grandes ou petites, afin que l'effort demandé ne pèse pas de manière disproportionnée sur les territoires les plus fragiles.

[En savoir plus](#)

### **Un plan d'urgence agricole de plus de 300M€**

Le gouvernement met en œuvre un **plan d'urgence pour l'agriculture de plus de 300 M€**, destiné à soutenir les filières et accompagner les transitions face au changement climatique.

Parmi les mesures principales :

- **Aide à l'arrachage viticole** (130 M€) et **soutien aux grandes cultures** (40 M€) ;
- **Fonds d'urgence pour les éleveurs** (22 M€) et triplement du fonds hydraulique agricole (60 M€) ;



Le 11 février, j'ai assisté à la présentation de l'Agenda 2030 contre le gaspillage alimentaire à l'Assemblée nationale.

Cette rencontre a permis de présenter les propositions issues des **États généraux de la lutte contre le gaspillage alimentaire**, avec plusieurs priorités : mieux valoriser les excédents alimentaires, adapter les systèmes de production et de distribution, et sensibiliser les citoyens à des pratiques de consommation plus durables.

Le Gouvernement a également dévoilé la **Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (SNANC)**, une feuille de route à l'horizon **2030** visant à **améliorer la qualité de l'alimentation, réduire l'impact climatique de notre système alimentaire et renforcer l'indépendance agricole et alimentaire de la France.**

Un enjeu majeur, à la croisée de la **santé, de l'environnement et du soutien à nos filières agricoles.**

- **Planification écologique** (51 M€) pour les fruits et légumes, protéines et Agriculture Méditerranée ;
- **Aides exceptionnelles aux cotisations sociales MSA** (5 M€).

Le PLF 2026 contient également un **important volet fiscal** : prorogation des crédits d'impôt pour l'**agriculture biologique** et pour la **certification HVE**, exonérations pour les indemnités d'abattage sanitaire, et mesures de soutien aux bâtiments ruraux et points de vente agricoles.

Ces dispositions réaffirment l'engagement du gouvernement pour la **compétitivité, la résilience et la durabilité des exploitations agricoles.**

### **Salon de l'Agriculture : rencontres et engagements pour la Lozère**



Le **Salon International de l'Agriculture** est chaque année un rendez-vous incontournable pour découvrir les filières agricoles françaises et échanger avec les acteurs du secteur.

Le premier jour, je me suis rendue sur le **stand de la Lozère** : j'ai rencontré élus, responsables de filières, hauts fonctionnaires et Lozériens présents à Paris. Présente aux inaugurations des stands Lozère, je tiens à **saluer vivement le travail des agents du département pour l'organisation.**

Le lendemain, j'ai **participé à une journée avec mon groupe politique**

## Commission d'enquête sur la compétitivité agricole

J'ai signé une Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur la perte de compétitivité des filières agricoles françaises et sur les causes du déficit inédit de notre balance commerciale agricole.

Face à la fragilisation structurelle des filières et aux pratiques opaques de certaines centrales d'achat et acteurs de la grande distribution, il est nécessaire d'établir un état des lieux précis : marges, formation des prix, externalisation des négociations et application effective des lois EGalim.

L'objectif : identifier les leviers pour restaurer une balance commerciale positive, garantir une rémunération juste aux agriculteurs et renforcer la souveraineté alimentaire de la France.

## Adoption de la proposition de loi sur la fin de vie

Je me réjouis de l'adoption par l'Assemblée nationale, le **25 février dernier**, de la proposition de loi créant un **droit à l'aide à mourir strictement encadré**, ainsi que du **texte renforçant l'accès aux soins palliatifs et aux soins d'accompagnement**.

Ces deux textes, fruit de nombreux mois de travaux, de débats et d'auditions, marquent une étape importante dans notre réflexion collective sur l'accompagnement de la fin de vie.

J'ai soutenu ce texte, convaincue qu'il répond à l'attente de nombreux citoyens et qu'il permet de mieux concilier liberté, dignité et accompagnement médical. Il offre un cadre clair pour les personnes atteintes d'une maladie grave et incurable, confrontées à des souffrances réfractaires, tout en renforçant l'accès aux soins palliatifs pour tous.

avec lequel nous avons pu échanger avec la profession agricole, les syndicats, la Mutuelle Sociale Agricole, les coopératives et institutions, ainsi qu'avec les sapeurs-pompiers sur la prévention des incendies.

J'en ai profité pour présenter la proposition de résolution européenne sur le pastoralisme que je porte, la proposition de loi socialiste sur les revenus agricoles ainsi que mes actions sur la loi Montagne. Par ailleurs, j'ai pu renouveler mon soutien à l'agriculture face au Mercosur.

Le Salon est un moment de convivialité où les dégustations et les rencontres avec les Lozériens présents à Paris et que j'ai pu accueillir à l'Assemblée sont toujours une occasion de créer des liens. Je ne peux que regretter le comportement non républicain de Monsieur Suau qui m'a refusé la parole.

## Félicitations aux producteurs lozériens primés au Concours général agricole !

À l'occasion du Salon international de l'agriculture, plusieurs producteurs de Lozère ont vu leur travail récompensé au Concours général agricole. Ces distinctions viennent saluer la qualité, le savoir-faire et l'engagement de celles et ceux qui font vivre notre agriculture et nos territoires.

Félicitations aux lauréats :

### Produits sucrés et miels :

- Médaille de bronze pour la confiture de marrons de Camille Davoult (Saint-Roman-de-Tousque)
- Médaille d'argent pour la crème de marrons de Nadia Vidal (Le Collet-de-Dèze)
- Médaille d'or pour le miel de châtaignier de l'Abeille d'Oc (Nissoullogres)

L'article 4 qui est au cœur de cette proposition de loi fixe des **conditions d'accès spécifiques et cumulatives, non négociables** :

- Être âgée d'au moins dix-huit ans
- Être de nationalité française ou résider de façon stable et régulière en France
- Être atteinte d'une affection grave et incurable, qui engage le pronostic vital, en phase avancée ou terminale
- Présenter une souffrance physique ou psychologique liée à cette affection, qui est soit réfractaire aux traitements, soit insupportable selon la personne lorsqu'elle a choisi de ne pas recevoir ou d'arrêter de recevoir un traitement ;
- Être apte à manifester sa volonté de façon libre et éclairée.

La loi prévoit également la création de **maisons d'accompagnement**, destinées notamment aux territoires qui ne disposent pas encore d'une offre suffisante en soins palliatifs. Sur ce point, **je travaille avec détermination aux côtés de l'Agence régionale de santé** afin qu'une réponse puisse être apportée sur l'ensemble du département et qu'un véritable maillage territorial voie le jour.

L'adoption de ces textes à l'Assemblée nationale est l'aboutissement d'un long travail parlementaire engagé depuis 2023, avec un premier vote en première lecture l'année dernière.

La suite du processus législatif se poursuit désormais au Sénat, qui devra examiner à son tour ces dispositions. Cette étape est essentielle pour achever la navette parlementaire et permettre l'adoption définitive du texte.

Je continuerai à porter cet engagement avec détermination pour que notre pays puisse **offrir à chacun les moyens d'accompagner la fin de vie avec humanité, respect et liberté.**

Voir la vidéo

#### **Produits laitiers et desserts :**

- Médaille de bronze pour la crème dessert caramel beurre salé de la ferme de l'Ebes (Saint-Étienne-du-Valdonnez)
- Médaille de bronze également pour leur fromage frais au lait de vache

#### **Fromages :**

- Médaille d'or pour le Pélardon AOP du GAEC S et L Pradeilles (Cans-et-Cévennes)
- Deux médailles d'or pour la Société fromagère de Saint-Georges (Le Masegros) avec le Pérail IGP Lou Pérac – La Bergère et le Goustal – Lou Pérac La Bergère
- Médaille de bronze pour le Palet – Lou Pérac
- Médaille d'or pour le Cabrou de l'Aubrac du GAEC Rodier
- Médaille d'argent pour le Grizou cévenol de la Fromagerie des Cévennes (Moissac-Vallée-Française)

Ces récompenses mettent en lumière l'excellence des produits lozériens et le travail passionné de nos agriculteurs, éleveurs et artisans.

Bravo à toutes et tous pour cette belle reconnaissance nationale qui fait rayonner la Lozère !

#### **Les apiculteurs lozériens à l'honneur au Concours des Miels de France**

Le savoir-faire apicole lozérien a une nouvelle fois été récompensé à l'occasion du Concours des Miels de France. À travers ces distinctions, c'est toute la richesse de notre territoire, la qualité de ses productions et l'engagement de ses apiculteurs qui sont salués.

Ces récompenses viennent mettre en lumière un travail exigeant, au service de

## **La France brille aux Jeux Olympiques d'hiver**

Je félicite chaleureusement nos athlètes qui ont remporté **16 médailles** lors de ces Jeux Olympiques d'hiver. Leur engagement, leur travail et leur détermination sont exemplaires et nous rendent tous fiers. Merci pour ces émotions et pour l'image positive que vous portez de notre pays !



## **Honorer Manouchian**

Le 21 février, jour où l'extrême droite défilait à Lyon, je tiens à rappeler que **toutes les violences de groupes paramilitaires extrémistes doivent être fermement condamnées**, d'où qu'elles viennent.

Nous nous souvenons de **l'Affiche rouge et du groupe Manouchian**, fusillés par les Nazis en 1944 pour leur engagement contre l'oppression. Ce fut un grand honneur de donner leur nom de Melina et Missak Manouchian, à la médiathèque départementale lors d'une journée forte en émotions, organisée avec Serge Gayssot et de nombreux camarades.

En démocratie et dans un État de droit, **c'est dans les urnes que l'on agit** pour défendre nos valeurs et combattre la haine.

la biodiversité et de l'excellence de nos produits locaux.

Les lauréats lozériens :

- **Sébastien Tichit (Florac Trois Rivières)**

Médaille d'or – Miel de forêt

Médaille de bronze – Miel polyfloral foncé

- **Bastien Alise (Ventalon-en-Cévennes)**

Médaille d'or – Miel de châtaignier

Médaille d'or – Miel de montagne

Coup de cœur – Miel de bruyère blanche

- **Miellerie du Vielvic (Saint-André-Capcèze)**

Médaille d'or – Miel de châtaignier

Médaille d'argent – Miel polyfloral foncé

- **David Blanc (Chastel-Nouvel)**

Médaille d'or – Miel polyfloral foncé

Médaille de bronze – Miel de châtaignier

Médaille de bronze – Miel de garrigues

- **Philippe et Mathieu – Les Ruchers de la Lozère (Banassac-Canilhac)**

Médaille de bronze – Miel de châtaignier

- **ESAT Le Clos du Nid (Marvejols)**

Médaille d'argent – Miel de bruyère callune

Médaille de bronze – Miel de cause

- **Evan Martin – L'Abeille d'Oc (Gorges du Tarn Causses)**


Médaille d'argent – Miel des Causses

Au-delà des récompenses, ces distinctions rappellent le rôle fondamental des apiculteurs dans la préservation de la biodiversité et l'équilibre de nos écosystèmes. En Lozère, l'apiculture est bien plus qu'une activité agricole : elle




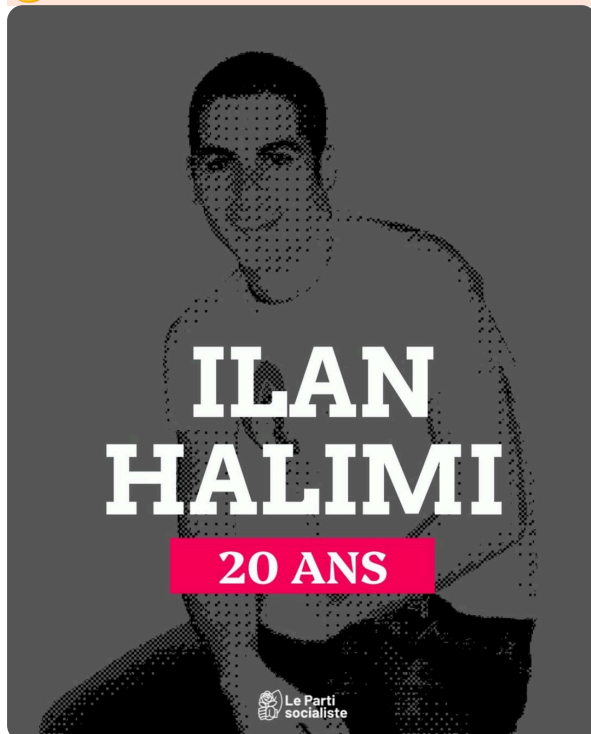
est au cœur de notre identité rurale et de la valorisation de nos paysages.

Toutes nos félicitations à ces producteurs passionnés qui font rayonner la Lozère bien au-delà de ses frontières.

 **MERCOSUR : Mise en application provisoire par la Commission européenne**



 **Lutte contre l'antisémitisme**



Je n'oublie pas le calvaire d'**Ilan Halimi**, séquestré, torturé et assassiné il y a 20 ans simplement parce qu'il était juif. L'an dernier, un olivier planté en sa mémoire a même été arraché.

Je réaffirme avec force que **la haine et l'antisémitisme n'ont pas leur place dans notre République**. Ensemble, faisons bloc pour la mémoire, le respect et la vigilance face à toutes les formes de discrimination.

Le 27 février, Ursula Von Der Leyen a annoncé la **mise en application provisoire du traité Mercosur**. La Commission vient ainsi piétiner le vote du Parlement européen qui avait suspendu cet accord. Le combat continue pour aider les agriculteur·ices déjà fragilisés par la crise d'un modèle construit sur le libéralisme.

---

## Les derniers textes adoptés par l'Assemblée nationale

- **Texte adopté n°227** : Projet de loi de finances pour 2026 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, dans les conditions prévues à l'article 45, alinéa 4, de la Constitution le 2 février 2026.
- **Texte adopté n°228** : Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 adopté dans les conditions prévues à l'article 45, alinéa 3, de la Constitution, par l'Assemblée nationale le 3 février 2026.
- **Texte adopté n° 229** : Résolution demandant la libération des prisonniers arméniens détenus par l'Azerbaïdjan adoptée par l'Assemblée nationale le 3 février 2026.
- **Texte adopté n°230** : Résolution visant à sauvegarder et renforcer le financement en faveur de la lutte contre le virus de l'immunodéficience humaine adoptée le 3 février 2026.
- **Texte adopté n°231** : Résolution visant à soutenir le Danemark et le Groenland et à œuvrer en faveur d'une plus grande coopération en matière de défense, adoptée le 3 février 2026.
- **Texte adopté n°232** : Résolution appelant à la préservation des principes démocratiques, des libertés publiques et de l'état de droit en Turquie, adoptée le 4 février 2026.
- **Texte adopté n°233** : Résolution visant à rejeter le projet d'accord sur les droits de douane et le commerce du 27 juillet 2025 entre l'Union européenne et les États-Unis, adoptée le 4 février 2026.
- **Texte adopté n°234** : Résolution visant à réaffirmer l'ambition climatique de la France au niveau européen adoptée le 4 février 2026.
- **Texte adopté n°235** : Proposition de loi visant à relancer les investissements dans le secteur de l'hydroélectricité pour contribuer à la transition énergétique, adoptée par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée le 5 février 2026.
- **Texte adopté n°236** : Proposition de loi améliorant la protection des personnes ciblées par les réseaux de criminalité organisée, adoptée par l'Assemblée nationale le 12 février 2026.
- **Texte adopté n°237** : Proposition de loi facilitant l'exercice en France des médecins diplômés au Royaume-Uni avant le Brexit, adoptée par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, le 16 février 2026.
- **Texte adopté n°238** : Résolution visant à renforcer le pilotage et la cohérence de la politique nationale du sport, adoptée, par l'Assemblée nationale, le 16 février 2026.
- **Texte adopté n°239** : Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation par les commerçants d'outils d'analyse vidéo automatique pour lutter contre le vol, adoptée, par l'Assemblée nationale, le 16 février 2026.
- **Texte adopté n°240** : Proposition de loi visant à l'extension et au renforcement du droit de préemption commercial, adoptée, par l'Assemblée nationale, le 16

février 2026.

- **Texte adopté n°241** : Proposition de loi d'expérimentation pour l'instauration d'un enseignement d'éducation à l'alimentation obligatoire à l'école, adoptée, par l'Assemblée nationale, le 16 février 2026.
- **Texte adopté n°242** : Proposition de loi visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs, adoptée avec modifications, par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 25 février 2026
- **Texte adopté n°243** : Proposition de loi relative à l'aide à mourir, adoptée par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 25 février 2026.
- **Texte adopté n°244** : Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale du 28 mai 1996 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil, adopté sans modification par l'Assemblée nationale le 25 février 2026.
- **Texte adopté n°245** : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Monténégro relatif à la coopération dans le domaine de la défense adopté sans modification par l'Assemblée nationale le 25 février 2026.

---

## Les dernières questions écrites déposées

- Santé : **Prise en charge et accompagnement des personnes atteintes du lipœdème**
- Communes : **effets budgétaires des installations photovoltaïques sur les communes**
- Entreprise : **conditions d'attribution du crédit d'impôt recherche (CIR) aux entreprises labellisées « entreprises du patrimoine vivant » (EPV)**
- Retraite : **situation des anciens bénéficiaires des Travaux d'Utilité Collective (TUC)**

[Retrouvez mes questions posées](#)

---

## Cosignatures de PPL

- Proposition de loi relative à la **prévention des risques sanitaires liés aux aliments ultratransformés**, dont la consommation croissante est associée à de nombreuses maladies chroniques. Elle prévoit notamment de mieux informer les consommateurs, d'encadrer la publicité visant les mineurs et de réduire la présence de ces produits dans la restauration collective et les établissements d'enseignement.

- Proposition de loi pour une montagne vivante et souveraine. Cette proposition de loi vise à adapter les politiques publiques aux spécificités des territoires de montagne et à renforcer leur rôle dans la souveraineté nationale. Elle prévoit un meilleur accès aux services essentiels (éducation, santé, eau), un soutien à l'agriculture et à la filière bois de montagne, la promotion des sports de nature, et la solidarité entre territoires amont et aval, pour garantir un développement durable et résilient des massifs.

---

## Tribunes et courriers signés

- 164 féminicides en 2025. Un enfant agressé toutes les trois minutes. Et si la France se dotait enfin d'une loi à la hauteur ?

À l'occasion du 8 mars, 114 parlementaires de huit groupes politiques et des dizaines d'associations lancent un appel au Président de la République : inscrire à l'ordre du jour une proposition de loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles. Un texte transpartisan, construit avec plus de 150 organisations, qui regarde en face ce que les chiffres révèlent.

---

## Actualité en Lozère



16 mars 2026

Rencontre avec la directrice générale de la CCI ainsi que des chefs d'entreprise.



19 février 2026

Remise des décrets de naturalisation de la 13e DBLE à Mende.



13 février 2026

Assises de la filière construction FFB48



14 février 2026

Ouverture du festival Contes et Rencontres.



6 février 2026

Visioconférence avec la rectrice de la région



4 février 2026

Inauguration de l'IRM de Marvejols

## Actualité à Paris



25 février 2026

Délégation socialiste pour aller à la rencontre des acteurs agricoles au SIA.



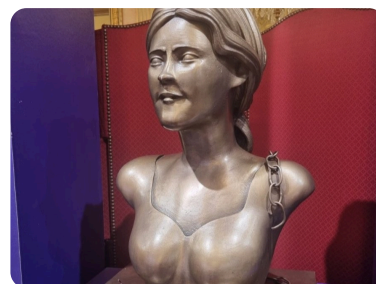
24 février 2026

Accueil des agriculteurs lozériens à l'Assemblée nationale en marge du SIA.



24 février 2026

Hommage à l'Assemblée Nationale pour l'Ukraine.



23 février 2026

Inauguration du buste de Mahsa Amini à l'Assemblée nationale.



23 février 2026

Première journée au Salon de l'agriculture sur le stand de la Lozère.



18 février 2026

Déjeuner au Ministère de l'Intérieur avec la Ministre déléguée Marie-Pierre Vedrenne.



18 février 2026

Suivi des travaux sur la sécurité civile.



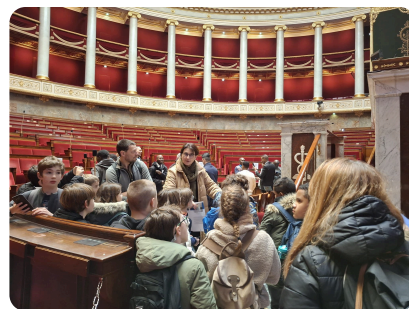
18 février 2026

Colloque pour le soutien au train de nuit et au projet du Tri-branche.



10 février 2026

Déjeuner à l'Assemblée nationale avec l'ambassadrice de Suède en France dans le cadre du Groupe d'amitié France-Suède.



9 février 2026

Accueil des élèves de Bourg-sur-Colagne à l'Assemblée.

[Voir toute l'actualité à Paris](#)

---

**Sophie Pantel, Députée de la Lozère - Serge Gayssot, suppléant**

19 allée Piencourt, 48000, Mende

Site web : [sophiepantel48.fr](http://sophiepantel48.fr) - [Contact](#)

Photos : Sophie Pantel - Canva

Suivez moi sur Facebook



Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}.

Vous avez reçu cet email parce que vous vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)